

"CHRONIQUES ÉLECTORALES"

LE VOTE INCERTAIN

*Les élections régionales
de 1998*

*sous la direction de
Pascal Perrineau
Dominique Reynié*



PRESSES DE SCIENCES PO

**Sous la direction de
Pascal Perrineau et
Dominique Reynié**

Le vote incertain

Les élections régionales de 1998

1999



SciencesPo.
Les Presses

Présentation

Les élections régionales de 1998 ont traduit l'éclatement du paysage politique français. Pour autant, elles n'ont cependant pas permis l'émergence de forces politiques nouvelles, comme en témoigne le repli des écologistes par rapport aux régionales de 1992. Le poids de l'abstention, la fragilité des forces politiques traditionnelles, l'extrême faiblesse des forces émergentes et l'extraordinaire capacité de nuisance du Front national ont débouché sur une déstabilisation inédite de l'institution régionale. Le point d'orgue a été atteint lors de l'élection des présidents de région, souvent obtenue à la suite de tractations et de calculs politiques aux effets durables, non seulement sur l'institution régionale mais aussi sur l'ensemble du système politique.

Copyright

© Presses de Sciences Po, Paris, 2012.

ISBN PDF WEB : 9782724680966

ISBN papier : 9782724607659

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

S'informer

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site **Presses de Sciences Po**, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

Avec le soutien du



www.centre nationaldulivre.fr



SciencesPo.
Les Presses

Table

Introduction (Pascal Perrineau et Dominique Reynié)

PREMIÈRE PARTIE- RÉGION ET ÉLECTIONS RÉGIONALES

Chapitre 1. Les élections régionales, passé et présent (Pascal Perrineau)

1986 : des élections secondes

1992 : des élections intermédiaires

1998 : des élections peu régionales, intermédiaires et désintégratrices

Chapitre 2. Les élections régionales du 15 mars 1998 ou l'introuvable espace public régional (Élisabeth Dupoirier)

Le rendez-vous manqué de mars 1998

Le fait régional suit son cours...

Chapitre 3. La notion de culture politique régionale est-elle pertinente aujourd'hui ? (Claude Dargent)

L'orientation politique des régions au travers des résultats électoraux sous la cinquième république

Les différences interrégionales d'orientation politique dans les enquêtes OIP en 1987-1988-1990

Mutations régionales de la pratique religieuse et orientation politique

Pratique religieuse et orientation politique les corrélations individuelles dans le cadre régional

Chapitre 4. Mobilisation électorale et mobilisation d'opinion (Dominique Reynié)

Les droites submergées par l'histoire

Le front national, ressource et contrainte

L'art d'occuper le terrain

Une alternance de conjonctures

Les faiblesses paradoxales de la majorité plurielle

DEUXIÈME PARTIE- LES RÉSULTATS ÉLECTORAUX

Chapitre 5. Quand l'abstention fait l'élection (Jérôme JAFFRÉ)

L'abstention selon le clivage rural/urbain

Le clivage rural/urbain joue dans la plupart des régions et pèse directement sur les résultats

Chapitre 6. La gauche une victoire paradoxale (Jean-Philippe Roy)

La logique d'élection intermédiaire et la contestation d'extrême gauche

Le succès relatif de la gauche plurielle

La progression en sièges

Le désir de rééquilibrage au profit de la gauche dans les régions

Chapitre 7. Le dilemme des écologistes : entre stratégie nationale et diversités locales (Daniel Boy et Bruno Villalba)

La continuité de la stratégie de 1993

Les résultats des élections régionales : avec ou face à la gauche ?

Les résultats des élections cantonales

Perspectives pour l'écologie ?

Chapitre 8. Domination des droites et crépuscule de la droite modérée (Colette Ysmal)

La concurrence électorale entre la droite modérée et le FN

La crise du RPR et de l'UDF

TROISIÈME PARTIE- REGARDS RÉGIONAUX SUR LES ÉLECTIONS RÉGIONALES

Chapitre 9. Les élections régionales en Île-de-France (Henri Rey)

La drôle de défaite de la droite francilienne

Le contexte des régionales de 1998

Les forces politiques aux élections régionales de 1998

Chapitre 10. région Provence la gauche d'une très courte tête
(Jean Viard)

La défaite de François Léotard
Le conseil régional en sièges
Les forces partisans en présence
La confirmation cantonale
Le terrain dans ses nuances
Une région tripolaire

Chapitre 11. Les élections du 15 mars 1998 dans la région Rhône-Alpes (Pierre Martin)

L'offre électorale et la campagne
La participation électorale
Les résultats des forces politiques en voix
Les résultats en sièges
L'élection du président, le 20 mars 1998
Quel avenir pour le mouvement de Charles Millon ?
Les conséquences de la situation locale pour les principales forces politiques

QUATRIÈME PARTIE- L'APRÈS-RÉGIONALES

Chapitre 12. Le trajet de la rivière (Claude Patriat)

Une bipolarisation faussée
Trompe-l'œil majoritaire
Territoires d'incertitudes
La dérive des pôles

Conclusion. Élections réelles, élections imaginées (François Bazin)

Annexes (Pascal Perrineau)

Lecture des cartes

Introduction

Pascal Perrineau

Professeur des Universités à l'Institut d'études politiques, directeur
du CEVIPOF, Paris.

Dominique Reynié

Professeur de science politique à l'Université de Nice-Sophia Antipolis,
chercheur associé au CEVIPOF, consultant à l'IFOP.

De même que les élections européennes ne parviennent pas à mobiliser les électeurs, en dépit d'une intégration européenne croissante, de même, nombre d'élections locales suscitent toujours moins d'intérêt que les scrutins nationaux, en dépit d'une décentralisation continue de la vie politique française. Mais dans les mois qui précéderent leur déroulement, les élections régionales de 1998 devaient moins subir le désintérêt public qu'un intérêt paradoxal, dans la mesure où le principal motif d'attention tenait au fait qu'il s'agissait du premier test électoral de la nouvelle majorité en place depuis juin 1997. La dimension proprement régionale devait rester en retrait.

Pourtant, dans le mouvement initié par les lois de 1982, la région, seule nouvelle collectivité territoriale alors créée, était à l'avant-garde, investie de tous les espoirs et présentée comme une référence d'avenir. Elle apparaissait alors comme l'unique échelon infra-national adapté à la dimension européenne et pouvait se prévaloir de la reconnaissance des acteurs économiques. Seize ans après et en dépit de ces atouts, la région souffre toujours d'une identité incertaine. Trois élections régionales ne sont pas encore parvenues à imposer la dimension régionale du politique. Encore assimilées à un enjeu aux contours mal connus, sinon mal définis, ces élections semblent même susciter un désintérêt croissant. Mais l'épisode de l'élection des présidents de région a

déclenché une tempête politique dont les prolongements ont, *a posteriori*, signifié l'importance du scrutin qui venait de se dérouler.

Observées de plus près, les élections régionales de 1998 font apparaître une série de caractéristiques qui méritent de retenir l'attention. Même si elles ne sont que la dernière édition d'une courte série, les élections de 1998 se font l'écho de tendances déjà visibles auparavant. Comme en 1986, elles s'inscrivent bien dans la « tradition » des consultations sous influence nationale. Comme en 1992, elles sont marquées par une logique d'élections intermédiaires, perceptible dans l'érosion de la coalition majoritaire. Enfin, une fois de plus, elles réaffirment l'éclatement du paysage politique et partisan^[1]. Fortement dépendants de logiques nationales, les différents acteurs (politiques, électeurs, journalistes...) ne sont pas encore parvenus à instaurer de véritables scènes politiques régionales en dépit de cultures politiques locales dont on peut observer la diversité et la permanence. L'incapacité à reconnaître et à assumer une dimension régionale à la vie politique s'exprime notamment dans le déroulement de la campagne électorale de 1998. Loin des enjeux programmatiques et régionaux que l'on pouvait attendre, la campagne fait massivement ressortir la mise en avant de problématiques doctrinales et nationales, sans parvenir pour autant à rencontrer un écho important si l'on en juge par le niveau déclinant de la participation (58 % des électeurs inscrits contre 68 % en 1992 et 78 % en 1986).

La forte abstention marque bien le caractère peu mobilisateur des élections régionales parmi les différents types de scrutins, y compris parmi les élections locales. Or, si l'abstention est traditionnellement jugée minime dans ses conséquences politiques, en 1998, elle a fortement contribué à faire l'élection, en favorisant l'attribution à la droite de plusieurs régions. Pour autant, en dépit du maintien à droite de la majorité des régions, ces élections ont cependant été perçues comme une victoire de la gauche. S'il est vrai que par rapport à 1992 la gauche s'est ressaisie, elle a néanmoins subi, depuis les législatives de 1997, une érosion sensible. En fait, il apparaît que la gauche tire une bonne part de sa force de la fragmentation des droites, car celles-ci, au-delà de leurs nombreuses divisions, sont restées majoritaires (50,88 % des suffrages exprimés contre 43,98 % aux gauches élargies à l'ensemble des écologistes). Soumise à une concurrence sans précédent de la part du Front national, la droite parlementaire a imposé dans une crise inédite sous la Cinquième République, incapable de surmonter les profondes

divergences qui la parcourent s'agissant du leadership, de l'organisation ou encore de la stratégie à suivre. Ce trouble profond de l'opposition et la fragilité de la majorité n'ont cependant pas favorisé l'émergence de forces politiques nouvelles comme en témoigne le repli des écologistes par rapport à 1992. Le poids de l'abstention, la fragile victoire de la gauche, l'implosion des droites, le pouvoir de nuisance du Front national et l'absence de nouvelles forces débouchent sur une déstabilisation de l'institution régionale. Le point d'orgue de cette fragilisation a été atteint lors de l'élection de nombre de présidents de conseils régionaux obtenue à la suite de tractations et de calculs politiques où se perdaient de vue le projet régional autant que l'avenir de l'institution. Beaucoup de chemin reste à parcourir pour que la région cesse d'être le parent pauvre de la décentralisation^[2].

Notes du chapitre

[1] Cette tendance à l'éclatement du vote avait été particulièrement forte aux élections régionales du 22 mars 1992. Voir Philippe Habert, Pascal Perrineau, Colette Ysmal (dir.), *Le vote éclaté. Les élections régionales et cantonales des 22 et 29 mars 1992*, Paris, Département d'études politiques du Figaro et Presses de Sciences Po, 1992.

[2] Cet ouvrage s'inscrit dans la tradition éditoriale et scientifique des « Chroniques électorales » que le Cevipof publie depuis 1992 aux Presses de Sciences Po. Toutefois, la plupart des contributions composant le présent volume trouvent leur origine dans la première édition des Rencontres électorales de Nice, organisées en avril 1998 dans le cadre de l'Université de Nice-Sophia Antipolis, à l'initiative du laboratoire de science politique « Ermes », dirigé par Christian Bidégaray.

Première partie- Région et élections régionales

Chapitre 1. Les élections régionales, passé et présent

Pascal Perrineau

Professeur des Universités à l'Institut d'études politiques, directeur
du CEVIPOF, Paris.

Les élections régionales n'ont pas le passé et l'épaisseur historique des autres élections locales, municipales ou cantonales, qui ont plus d'un siècle d'existence. Créées par les lois Defferre de 1982 et mises en œuvre en 1986, les élections régionales au suffrage universel direct n'ont fait entrer que tardivement la région dans l'ère démocratique. Ce « retard démocratique » de la région est dû au fait qu'une région investie par les suffrages populaires prenait à rebrousse-poil le tempérament centraliste d'une République, fille de 1789.

Pendant des décennies, la région n'exista que par éclipses, sous forme du régionalisme économique de crise (les régions Clementel de 1917 qui devinrent régions économiques en 1919 et établissements publics en 1938) ou du régionalisme administratif de crise (les préfetures régionales de Vichy en 1941, les commissaires régionaux de la République en 1944). Mais, comme le remarquait dès 1919 Maurice Hauriou, ce régionalisme de crise n'était qu'une « ruse de la centralisation ». Le tropisme centralisateur ne s'atténua un peu qu'avec le régionalisme fonctionnel des années cinquante qui développa un régionalisme administratif et économique, capable de mobiliser les énergies économiques, professionnelles, puis politiques des régions. Ce fut la belle histoire qui mena des comités d'expansion économique régionale de 1954 aux établissements publics régionaux de 1972.

Dans ce contexte, émergea, dès la fin des années soixante, une demande d'assemblées régionales élues au suffrage universel direct. Après la victoire de la gauche en 1981, cette demande déboucha sur l'article 59

de la loi du 2 mars 1982 : « Les régions sont des collectivités territoriales. Elles sont administrées par un conseil régional élu au suffrage universel direct. » Cependant, très vite, on s'aperçut que le projet n'était pas tout à fait à la hauteur des discours et des ambitions décentralisatrices affichées. Tout d'abord, la gauche gouvernementale mit trois ans pour passer des intentions aux actes, et ce n'est que par les lois du 10 juillet 1985 que fut organisée la procédure des élections régionales au suffrage universel direct. Ensuite, ces lois retinrent le cadre du département pour élire les nouveaux conseillers régionaux, et les premières élections régionales furent couplées avec les législatives de 1986.

1986 : des élections secondes

Ainsi, le baptême des urnes régionales fut organisé en catimini dans l'ombre des élections législatives nationales^[1]. Ces premières élections régionales furent donc des élections secondaires et secondes, recevant l'essentiel de leurs lois de fonctionnement d'une élection-matrice se tenant en même temps qu'elles. Pour des raisons historiques (poids du centre national) et institutionnelles (absence de structuration des forces politiques au plan régional, poids des médias nationaux, difficulté des médias locaux à parler de la région...), l'enjeu national fut majeur et s'imposa. Les thèmes nationaux (à l'époque ceux de la cohabitation, de la sécurité, des grands équilibres économiques) occultèrent les thèmes régionaux (rôle des conseils régionaux, politiques publiques régionales, équilibres interrégionaux). Cette occultation nationale fut d'autant plus forte que les élections législatives et régionales de mars 1986 connurent unité de temps (on vota le même jour : le dimanche 16 mars), unité de lieu (deux bureaux de vote situés dans un même local) et unité de règles du jeu (même mode de scrutin : représentation proportionnelle à la plus forte moyenne ; même circonscription : le département).

À l'occasion de ces premières élections régionales, la région eut donc bien du mal à exister de manière autonome. L'analyse des candidatures montra que ces premières élites régionales, tant au niveau du mode de sélection que du profil, ressemblaient comme des sœurs aux élites intermédiaires traditionnelles. Leur portrait-robot (un homme d'environ 45 ans, cadre, né dans la région, habitant le département, élu local) était

un portrait déjà rencontré dans d'autres galeries de portraits que la seule galerie régionale. Les candidatures furent fortement régulées par les instances nationales des partis, et la région servit trop souvent de « voiture-balai » des recalés de la sélection aux élections législatives. L'analyse de la campagne fit découvrir une région sans voix où partis et médias étaient largement muets sur la question régionale et où l'on entendit la même antienne de Dunkerque à Perpignan. L'étude des résultats électoraux montra que le comportement électoral législatif avait souvent organisé et structuré le comportement électoral régional. Enfin, le réglage des majorités de gouvernement dans les régions pour l'élection des exécutifs fut très national et peu localisé.

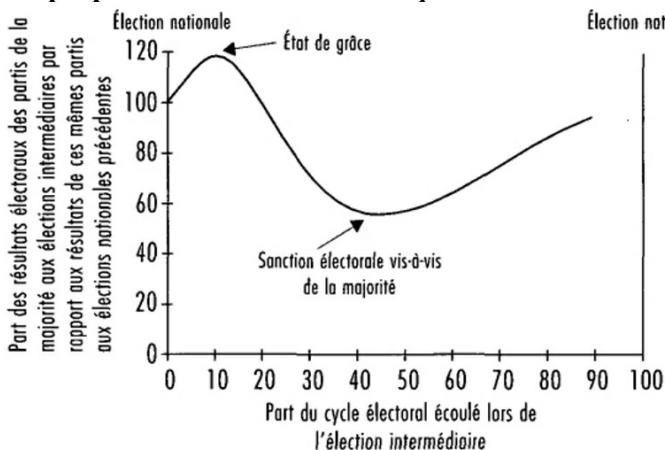
Cette reproduction régionale d'une partition nationale ne fut, bien sûr, cependant pas parfaite et laissa place à quelques timides spécificités. L'offre politique varia des législatives aux régionales et, dans aucun département, le nombre et la répartition politique des listes en présence ne furent identiques aux régionales et aux législatives. Ici et là, une faible parole régionale se fit entendre sur le mode mineur. Sous l'apparente stabilité des rapports de forces électoraux des législatives aux régionales, on découvrit des comportements individuels davantage mobiles et l'on put estimer au plan national que le volume des échanges probables entre législatives et régionales atteignait environ deux millions d'électeurs (c'est-à-dire 7 à 8 % des votes). Enfin, au plan de la confection des majorités régionales, dans 7 des 26 régions, l'alliance, plus ou moins explicite, de la droite avec le Front national, récusée au plan national, fut acceptée localement (Aquitaine, Franche-Comté, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Haute-Normandie, Picardie, Provence-Alpes-Côte-d'Azur). Ainsi, même si cela fut modeste, apparurent, en 1986, certains éléments d'autonomie très relative de la scène politique régionale par rapport à la scène nationale. La légère avance en voix de la droite classique sur la gauche lui permit de prendre le contrôle de 20 des 22 régions métropolitaines (dans 10 régions grâce à une majorité absolue, dans 4 grâce à une majorité relative et dans 6 grâce à un soutien du FN).

1992 : des élections intermédiaires

Six années après le baptême de 1986, les élections régionales de mars

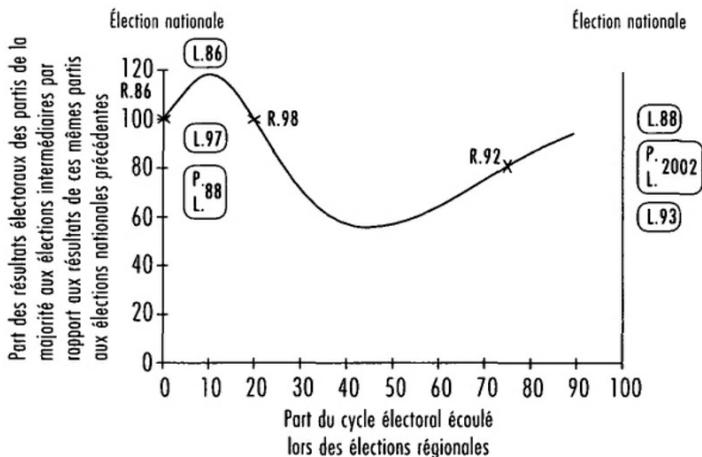
1992 perdirent leur statut d'élections secondes. En effet, couplées avec les élections cantonales, les élections régionales ne souffrirent pas de cette concurrence puisque les premières ne sont organisées que dans la moitié des cantons, avec un mode de scrutin, des circonscriptions et des enjeux très différents des secondes. Émancipées et n'étant plus structurées par des élections-matrices, les élections régionales de 1992 entrèrent pleinement dans la logique des élections intermédiaires^[2]. Dans le modèle théorique de ce type d'élections dont le graphique 1 cherche à rendre compte, les élections dites intermédiaires, c'est-à-dire celles qui ne concernent pas la distribution du pouvoir national, présentent des régularités d'ajustement par rapport à l'élection nationale antérieure et se caractérisent par le recul du ou des partis au pouvoir, sans présenter de caractère prédictif particulier par rapport à l'élection nationale postérieure.

Graphique 1 - Le modèle théorique de l'élection intermédiaire



En mars 1992, la logique de la sanction vis-à-vis de la majorité nationale joua fortement, et la gauche au pouvoir atteignit son niveau d'étiage aux régionales (avec seulement 29,9 % s.e. et un maigre 18,1 % pour le seul PS). Contrairement à 1986 où les élections régionales ouvraient, en compagnie des législatives, un cycle, les régionales de 1992 se situèrent à 80 % d'un cycle ouvert par la présidentielle et les législatives de 1988 et qui se ferma par les législatives de 1993 (graphique 2).

Graphique 2 - Les régionales dans le cycle des élections intermédiaires



Indépendamment de cet effondrement de la gauche et du PS (dont on se demanda alors s'il n'allait pas être débordé par l'émergence d'un fort pôle écologiste), ces régionales de 1992 furent marquées par un très fort éclatement du vote^[3] et, plus largement, par un puissant mouvement de fragmentation politique. Fragmentation de l'offre politique sous l'effet convergent de l'émergence de nouvelles forces (Génération Écologie, Chasse Pêche Nature Traditions) et de la multiplication de dissidences au sein des formations traditionnelles. On passa, en métropole, de 666 listes en 1986 à 812 en 1992. Fragmentation des campagnes électorales marquée ici par le début d'affirmation d'une scène politique régionale, là par l'écho des débats nationaux, là encore par la pérennité de microclimats départementaux et locaux. Fragmentation des électors qui se manifesta par le spectaculaire affaiblissement des partis de gouvernement, les quatre héritiers du « quadrille bipolaire » (PC, PS, UDF, RPR) ne réunissant plus que 59 % des s.e. contre 79 % en 1986, les forces hors système enregistrant, en revanche, de fortes poussées (le FN passa de 9,6 % en 1986 à 13,6 % en 1992 ; les écologistes de 2,4 à 14,5 %). Enfin, dernier signe de fragmentation, l'instabilité et la fragilité des majorités qui gouvernèrent les régions : en 1986, 18 des 22 présidents de région avaient été élus par une majorité absolue de conseillers régionaux ; en 1992, ils ne furent

plus que 8 dans ce cas.

1998 : des élections peu régionales, intermédiaires et désintégratrices

Des élections a-régionales

Bien que troisièmes du genre, ces élections régionales de 1998 ont été bien peu régionales et régionalisées et ont été marquées par une forte nationalisation. Plutôt que de multiples campagnes régionalisées et prenant en charge les préoccupations diverses des régions françaises, il s'est agi d'une seule et unique campagne organisée essentiellement autour des questions nationales (bilan de dix mois de gauche plurielle au pouvoir, débat sur les 35 heures, lutte contre le chômage.). En revanche, en dépit de douze années de vie démocratique au sein des assemblées régionales, le débat a été très faible sur le bilan des conseils régionaux, sur les projets régionaux, sur les réformes éventuelles à apporter à l'institution régionale et plus largement aux collectivités locales. Cette faiblesse de la campagne s'est traduite par un phénomène déjà enregistré lors de la campagne des législatives de 1997 mais que l'on n'avait pas connu en 1986 et en 1992 : une chute de l'intérêt exprimé par les électeurs du début à la fin de la campagne. La sanction de ce mouvement de désintérêt croissant a été une abstention très élevée de 42 % des inscrits, soit une hausse de 20 points par rapport au niveau de 1986 et de plus de 10 points par rapport à celui de 1992. Cet abstentionnisme de protestation contre la médiocrité de l'offre politique s'articule bien sûr à un abstentionnisme structurel où les moins de 35 ans et les milieux populaires (employés, ouvriers) sont surreprésentés (tableau 1).

Tableau 1 - *Le profil des abstentionnistes aux régionales de 1998*

(en %)

	Votants	Abstentionnistes
<i>Sexe</i>		
Hommes.....	48	47
Femmes.....	52	53
	100	100
<i>Âge</i>		
18-24 ans.....	12	17
25-34 ans.....	15	26
35-44 ans.....	26	26
45-59 ans.....	24	15
60-69 ans.....	12	7
70 ans et plus.....	11	9
	100	100
<i>CSP de l'interviewé</i>		
Agriculteurs.....	3	2
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise.....	4	3
Cadres sup., prof. libérales.....	9	8
Professions intermédiaires.....	14	12
Employés.....	15	21
Ouvriers.....	13	18
Retraités.....	23	15
Inactifs.....	19	21
<i>dont chômeurs.....</i>	5	6
<i>étudiants.....</i>	9	10
	100	100
<i>Échelle politique</i>		
Très à gauche.....	3	1
À gauche.....	17	12
Plutôt à gauche.....	17	18
Ni à gauche, ni à droite.....	21	31
Plutôt à droite.....	18	13
À droite.....	14	10
Très à droite.....	3	1
Ne se prononce pas.....	7	14
	100	100

Source : Sondage Ipsos, 15 mars 1998.

On constate également dans une logique cette fois-ci d'élection intermédiaire une sous-mobilisation sensible de l'électorat de gauche : 31 % des abstentionnistes se situent à gauche, 24 % seulement à droite.

L'a-régionalisme et la dépendance nationale de ces élections régionales se sont également traduits par le poids des appareils nationaux dans la

sélection des candidatures et, souvent à droite, par des stratégies de reconversion des « recalés » des législatives de 1997, mécanisme que l'on avait déjà connu en 1986.

Cette « nationalisation » des élections régionales a cependant rencontré deux limites. D'une part, une majorité claire (56 %) d'électeurs — sauf ceux du Front national — déclare voter aux régionales en pensant d'abord à la situation politique dans leur région, 39 % seulement privilégiant la situation politique nationale (voir sondage Ipsos, 15 mars 1998). Néanmoins, pour que cette « pulsion » régionale des électeurs puisse trouver un débouché dans une « régionalisation » de la structuration des comportements électoraux, il aurait fallu qu'il y ait de fortes spécificités de l'offre politique régionale, ce qui n'a été — la plupart du temps - pas le cas. D'autre part, le réglage national des majorités régionales a connu de nombreux ratés : en Bourgogne, Languedoc-Roussillon, Picardie, Rhône-Alpes, les accords ou compromis locaux de la droite classique avec le FN sont venus contredire les logiques nationales de refus de l'accord qui s'appliqueront en Aquitaine, Centre, Franche-Comté, Île-de-France, Midi-Pyrénées, Haute-Normandie et Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Des élections intermédiaires

Les régionales de 1998 ne venaient que dix mois après les législatives de 1997 et donc à peine à 20 % du cycle électoral ouvert par les législatives de 1997 et qui devrait se clore avec la présidentielle et les législatives de 2002. À ce moment du cycle électoral, le climat politique et électoral reste encore relativement favorable au pouvoir en place (cf. graphique 2). On voit des traces de cette relative clémence dans le fait que 38 % des électeurs interrogés le jour du scrutin déclarent vouloir exprimer par leur vote leur soutien à l'action du gouvernement contre 35 %, leur opposition (11 % ni l'un, ni l'autre ; 16 % de sans-réponse) (tableau 2).

Tableau 2 - Les motivations du vote aux régionales de 1998

(en %)

	Ens.	Rap. Lég. 97	Vote aux régionales 1998							
			Extrême gauche	Gauche plurielle	Divers Écolo	UDF- RPR	Divers droite	FN	CPNT	Divers
Votre soutien à l'action du gouver- nement	38	31	46	80	41	17	24	11	32	42
Votre opposition à l'action du gouver- nement	35	51	28	9	26	61	53	82	46	23
Ni l'un, ni l'autre .	11	8	11	6	25	15	18	3	3	19
NSP	16	10	15	5	8	7	5	4	19	16
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Sondage Ipsos, 15 mars 1998.

Dans la même veine, une majorité relative d'électeurs (39 %) souhaitait la victoire de la gauche dans leur région contre 33 %, celle du RPR et de l'UDF^[4]. Ce soutien de l'électorat vis-à-vis de la majorité sortante est très différent du rejet que l'électorat avait manifesté vis-à-vis des forces de la coalition au pouvoir lors des législatives de 1997. Cependant, en dépit de ce relatif « état de grâce », les premiers éléments d'une sanction caractéristique de la logique des élections intermédiaires se font sentir. Parmi ceux-ci, on doit relever la moindre mobilisation de l'électorat de gauche mais surtout l'érosion sensible de la « gauche plurielle » (PC, MDC, PS, radicaux, divers gauche et Verts) qui, de 1997 à 1998, a perdu environ 5 points (41,8 % s.e. en 1997, 36,7 % en 1998). Une des originalités de la période est que l'opposition RPR-UDF-divers droite ne profite pas de cette érosion (35,6 % s.e. en 1998 contre 36,3 % en 1997), le FN non plus (15,3 % s.e. en 1998 contre 15,3 % en 1997). En revanche, l'extrême gauche et les divers en tous genres bénéficient de l'érosion électorale de la coalition gouvernementale et du principe de fragmentation et de dispersion de ces élections régionales. Située encore au début du cycle, la protestation liée à l'élection intermédiaire ne s'exprime pas encore pour l'opposition du « camp d'en face » — d'ailleurs en pleine crise — mais plutôt « en famille » (extrême gauche) ou en faveur d'inclassables.

Des élections désintégratrices

Les signes d'une décomposition politique et électorale sont nombreux. Tout d'abord, la famille abstentionniste est de loin « le premier parti de France ». En 1986, cette famille (22,1 % des inscrits) était moins